

# ÉQUIPEMENT DOCTEUR, MON GECO EST MALADE !

«J'ATTENDS DEPUIS OCTOBRE 2020 MON PANTALON D'HIVER »... « MES GALONS C1 DEPUIS JANVIER 2021 »... « UNE COMMANDE COMPLÈTE ANNULÉE »... « PAIRE DE CHAUSSURES REÇUE LA SEMAINE DERNIÈRE ET DONT L'ÉCHANGE A ÉTÉ DEMANDÉ IL Y A UN AN »... « PAIRE DE CHAUSSURES COMMANDÉE IL Y A UN AN, NON REÇUE MAIS MES POINTS SONT DÉBITÉS ET IMPOSSIBILITÉ D'EN COMMANDER UNE AUTRE PAIRE »...  
VOICI LES TÉMOIGNAGES QUE NOUS RECEVONS AU QUOTIDIEN...

L'application GECO (Gestion des équipements et des commandes) a maintenant été lancée il y a plus d'un an.

Son but : faciliter la vie des agents pour leurs commandes d'habillement et effets d'armement. Commandes au fil de l'eau, réduction des délais de gestion et d'envoi des effets, possibilité désormais de commander des effets de l'armement ... Tout était beau, mais une fois de plus uniquement sur le papier !

C'était un engagement fort et une résolution de l'accord signé en 2019 car la politique en matière d'équipement et d'habillement était un des gros points de crispation en Surveillance.

Mais cette application multiplie les problèmes, directs ou indirects.

Qui n'a pas fait un Olga pour un problème d'habillement ? Quid de l'ensemble des projets de nouveaux effets ? Qui a noté un progrès flagrant dans les délais de livraison ?

Il est temps de prendre le taureau par les cornes.

## MANQUE DE MOYENS POUR LES COMMANDES DU CARNET A POINT

Les premières victimes de GECO sont nos collègues de FIN2 et du service de l'habillement de l'ENDLR.

A la DG, les sous-effectifs et le manque de moyens sont criants ; l'absence de soutien ou l'abandon des bonnes résolutions de l'État-Major devant être aussi en grande partie responsable...

A l'ENDLR, le service devait être refondu et automatisé. Rien n'a été fait dans ce sens, hormis quelques améliorations cosmétiques insuffisantes. Les collègues doivent travailler à l'ancienne ... rayonnage, carton, cutter... Là où on leur avait promis un dispositif digne d'Amazon !

La CFDT demande, outre un investissement digne de ce nom, l'affectation de personnel dans les services impactés.



# PROBLÈME DE COMPÉTENCE POUR FAIRE LA COMMANDE DES EFFETS D'ARMEMENT

Les agents n'ont pas les droits dans GECO pour commander des effets d'armement, même pas pour voir ce qu'ils peuvent commander ! Seuls les chefs de service les ont alors que les personnes les plus compétentes dans le domaine, à savoir les moniteurs de tir et/ou les officiers de tir ont été mis hors-jeu du dispositif. Un comble !

Ce sont pourtant eux les « experts » de l'armement dans notre administration qui pourraient avec efficacité évaluer le bien-fondé des demandes.

## DES AMBITIONS TRONQUÉES

De nombreux ateliers associant un large panel d'utilisateurs avaient permis l'émergence de produits innovants qui étaient d'ailleurs extrêmement attendus, comme la moderne et utile veste softshell présentée aux agents il y a bientôt deux ans par le biais d'une belle vidéo.

Elle semble avoir disparu de la circulation.

Deux ans après, le carnet à point n'a pas vu beaucoup d'enrichissement. Alors que s'est-il passé pour que les cartes soient rabattues comme cela ?

## "LOURDEUR" DU SYSTÈME

Les galons, les pantalons, les parkas, les chaussures... sont livrés 8 mois après leur commande voire plus, alors que le projet initial affichait un temps maximum de 8 semaines sur les effets les plus difficiles à avoir.

Concernant les modalités de commande des effets d'armement et des demandes d'effets hors Carnet à Point (CAP), malgré diverses notes de rappel aux DI et DR (note DG 326 du 31/08/2020 et Note DG-FIN2 n°257 du 23/06/2021), rien n'a bougé.

Cette nouvelle possibilité est de fait complètement inopérante. Les demandes s'entassent et ne sont pas traitées restant au niveau DIV, DR ou DI.

Une fois le chef de service convaincu du bien-fondé de la demande d'effet d'armement, il doit la saisir dans l'application. La demande doit alors passer par un système très lourd de validation (Division, DR, DI, DG), qui ne permet aucune réactivité pour l'affectation et/ou le remplacement des effets d'armement.

Pourtant, ces demandes sont, par essence, urgentes pour ce genre de matériel. **Il faut faire confiance aux différents acteurs de la chaîne et supprimer des strates pour accélérer la distribution.**

Un exemple, certains agents ont fait une demande il y a plusieurs mois de kits d'identification pour GPB, essentiels pour être reconnaissables "Douane" notamment en cas de situation dégradée. Mais la demande est toujours à la validation DI... !

Cette pesanteur va forcément entraîner très prochainement de gros problèmes : **Comment fait un agent pour travailler plusieurs semaines/mois sans un étui porte-chargeur fiable ou encore un étui d'arme ?** Car les moniteurs et/ou officiers de tir ne disposent d'aucun stock tampon en attendant la validation et l'envoi du matériel demandé.

Il faut rapidement et définitivement lever ces obstacles.

**En résumé, une réforme ratée malgré une bonne volonté au départ de dématérialiser et accélérer la gestion des effets de la surveillance.**

**Au final ce système conduit plutôt un ralentissement de la prise en charge des demandes, plutôt que l'inverse. Le tout mettant bientôt les agents en grande difficulté quand ils devront obtenir ou remplacer des effets essentiels dans l'accomplissement de leurs missions.**

C'est bien dommage pour tous les collègues de la DG qui se sont investis pour répondre aux attentes urgentes des agents...

C'est bien dommage pour toutes les douanières et les tous douaniers !

Il n'est pas trop tard. Il faut désormais finir le travail engagé, revoir l'architecture de l'Application GECO pour la simplifier et se donner enfin les moyens matériels de réussir.

### ET DEMAIN LE CARNET À POINT OP/CO

Et oui, c'est là aussi une revendication CFDT, un engagement de la Directrice Générale et un acquis du conflit de 2019. Le système de commande d'habillement va donc monter en charge dès que sera opérationnel le carnet à point Op/Co. **Pour tenir ses engagements, la DG doit s'en donner les moyens.**